

**Bruno Le Maire, Le nouvel empire, l'Europe du vingt et unième siècle, Gallimard, 2019, 102 p.**

Pour le ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire, désormais, la construction européenne est mortelle. Il ne faut pas se le cacher depuis que le Royaume-Uni a décidé, par référendum, de quitter l'Union européenne, même si, pour lui, c'est la pire décision politique qu'une grande nation a prise. Un dogme est tombé, celui du « caractère irréversible de la construction européenne ». <sup>1</sup> Les partis populistes se sont engouffrés dans cette brèche pour en tirer politiquement un certain profit. Pour l'auteur, cet éloignement du projet européen s'explique largement par le fait qu'il n'a plus qu'une vocation économique, et n'est plus vraiment un projet politique.

Il nous explique d'abord pourquoi nous en sommes là. Plusieurs crises l'expliquent. Une première crise est démocratique. Le non français et néerlandais au projet de traité constitutionnel n'a pas été suffisamment pris en compte. Il a même, à son avis, été ignoré au travers du traité de Lisbonne de 2007. La deuxième crise est économique. Elle a touché, à partir de 2008, une grande partie des Etats membres. Même si elle a été surmontée, elle a eu des conséquences fortes sur la croissance et le chômage dans plusieurs Etats, notamment en Grèce. La troisième crise est celle des migrants, à partir de 2015, avec l'impossibilité pour les Etats membres de se mettre d'accord sur une politique migratoire commune. Elle a aussi laissé beaucoup de traces politiques et démocratiques.

Par ailleurs, l'euro doit être consolidé pour éviter que sa zone n'éclate. C'est le ministre en charge de ce dossier qui s'exprime. Il donne des précisions sur cette question, y compris du fait de ses rencontres fréquentes avec les autres ministres européens. Pour lui, comme d'ailleurs pour le président français, il faut créer un vrai budget de la zone euro et « transformer notre monnaie commune en instrument de puissance et de souveraineté ». <sup>2</sup>

Le temps compte pour une poursuite politique de cette construction si nous ne voulons pas devenir des vassaux des Etats-Unis et de la Chine. Il nous faut construire une souveraineté européenne sans passer par l'utopie fédérale. Pour l'auteur, cette souveraineté se superpose à la souveraineté nationale, mais ne l'a fait pas disparaître. L'Union européenne doit devenir une puissance politique s'appuyant sur une puissance monétaire. Cela suppose de rapprocher nos économies, de leur donner un caractère innovant et juste, en développant aussi un réel intérêt collectif européen. La France montre l'exemple d'ailleurs au travers de la taxation récente des grands opérateurs numériques.

Il faut redonner à la France sa vocation européenne. Il est, là aussi, dans le droit fil du programme européen du président Macron. L'Union européenne doit se doter des outils de la bonne gouvernance en valorisant le plus possible le vote à la majorité qualifiée au dépend de l'unanimité. Pour l'auteur, si nous ne nous rassemblons pas davantage, dans le respect des nations qui nous constituent, nous disparaîtrons comme Européens. Si on en croit la participation électorale aux dernières élections européennes de 2019, le message semble entendu.

### **Henri Oberdorff**

Professeur émérite de l'Université de Grenoble -Alpes  
Président de l'UPEG, le 1<sup>er</sup> août 2019

---

<sup>1</sup> p. 15

<sup>2</sup> p. 37

